



**Recommandation RecChL(2009)3  
du Comité des Ministres  
sur l'application de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires par la Suède**

*(adoptée par le Comité des Ministres le 6 mai 2009,  
lors de la 1056e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Conformément à l'article 16 de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires ;

Compte tenu de l'instrument de ratification soumis par la Suède le 9 février 2000 ;

Ayant pris note de l'évaluation effectuée par le Comité d'experts de la Charte au sujet de l'application de la Charte par la Suède ;

Sachant que cette évaluation est fondée sur les informations fournies par la Suède dans son troisième rapport périodique, sur les informations complémentaires données par les autorités suédoises, sur les données fournies par les organismes et associations légalement établis en Suède et, enfin, sur les informations recueillies par le Comité d'experts lors de sa visite sur le terrain,

Ayant pris note des observations des autorités suédoises au sujet du contenu du rapport du Comité d'experts ;

Recommande que les autorités suédoises tiennent compte de toutes les observations du Comité d'experts et, en priorité:

1. définissent, en coopération avec les locuteurs, les régions dans lesquelles le finnois et le sâme sont couverts par la partie III de la Charte, et appliquent les dispositions pertinentes de la Charte dans ces régions;
2. renforcent activement l'enseignement dans les langues régionales ou minoritaires, en adaptant d'une part, l'«enseignement de la langue maternelle» aux termes de l'article 8 de la Charte et d'autre part, si le besoin s'en fait sentir, en organisant une éducation bilingue et en assurant la formation initiale et continue des enseignants;
3. mettent en œuvre une politique structurée destinée à encourager la mise en place d'un enseignement universitaire ou d'autres formes d'enseignement supérieur en sâme, en finnois et en meänkieli;
4. adoptent d'urgence des mesures souples et novatrices pour le maintien du sâme du sud;
5. élaborent une politique structurée et prennent des mesures organisationnelles afin d'encourager l'utilisation, à l'oral et à l'écrit, du sâme, du finnois et du meänkieli devant les autorités administratives et judiciaires des régions administratives définies;
6. facilitent la création de journaux en sâme et en meänkieli.